



Image : iStock

## LUTTE À L'INFLATION ET AU DÉFICIT

# Quelle est la place des travailleuses et travailleurs ?

**Après avoir surmonté les défis liés à la crise sanitaire, après avoir vu leur pouvoir d'achat s'éroder avec la poussée inflationniste qui a perturbé la reprise économique, les travailleuses et travailleurs doivent-ils s'attendre à subir une troisième épreuve ?**

Si l'inflation semble avoir causé des dommages limités, au Québec comme au Canada et ailleurs dans le monde, le zèle prolongé des banques centrales, qui s'acharnent à rabattre l'inflation à une cible arbitraire de 2 % dans de courts délais, et la volonté des gouvernements de faire disparaître des déficits conjoncturels pourraient provoquer des souffrances inutiles chez les travailleuses et travailleurs. Chômage, faillites, pertes de revenus... à quoi peut-on s'attendre ?

### ► Économie internationale: stable, mais précaire

La croissance économique mondiale, prévue à environ 3,2 % pour cette année et la suivante, demeure modeste, mais positive, selon le **Fonds monétaire international** (FMI). Les pays avancés connaîtront une croissance de 1,7 % en 2024, alors que celle des pays émergents sera de 4,2 %.

La baisse de l'inflation semble être au rendez-vous. Le taux médian d'inflation globale, qui était de 6,8 % en 2023, devrait passer à 2,8 % en 2024, puis à 2,4 % à la fin de 2025, toujours selon le FMI. Cette baisse se heurte, cependant, à la remontée du prix du pétrole. Quiconque a fait le plein d'essence en avril dernier a eu la désagréable impression de le payer trop cher.

Le cumul des conflits internationaux affecte aussi le prix de l'essence à la pompe. Comme l'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, un passage maritime critique où transitent environ 20 à 30 % des stocks mondiaux de pétrole, une transformation de l'escarmouche entre Israël et l'Iran en guerre pourrait, en ce sens, affecter négativement le pouvoir d'achat des personnes salariées.

### ► États-Unis : la riposte des travailleuses et travailleurs

Chez nos voisins du Sud, la conjoncture économique surprend par sa vigueur. L'inflation annuelle de 3,5 % et la croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4,8 % y sont plus élevées que dans les principaux pays du G7. Le salaire horaire moyen des travailleuses et travailleurs a augmenté de 4 % en décembre 2023 par rapport à l'année précédente, apportant un gain réel légèrement inférieur à 1 %.

Alors qu'elle connaissait une baisse continue depuis le milieu de l'année 2022, l'inflation a augmenté de façon inattendue au début de 2024. Elle demeure au-dessus de l'objectif fixé par la banque centrale des États-Unis, la Réserve fédérale (Fed). Dans ce contexte, cette dernière a annoncé vouloir maintenir sa politique monétaire restrictive,

c'est-à-dire limiter la croissance de la masse monétaire pour contrôler l'inflation. La baisse des taux tant attendue est donc repoussée et ne devrait pas avoir lieu avant septembre 2024, selon plusieurs analystes.

L'inflation et ensuite l'explosion des coûts hypothécaires ont érodé le pouvoir d'achat des travailleuses et travailleurs. Le mécontentement généralisé face à la lenteur des hausses de salaires, qui n'ont pas suivi l'augmentation rapide des prix, a mené à de multiples manifestations et grèves. Selon le Bureau of Labor Statistics (BLS), 458 900 personnes salariées ont été impliquées dans 33 principaux arrêts de travail<sup>1</sup> en 2023, soit une augmentation de plus de 280 % par rapport à l'année précédente. Autrement dit, les États-Unis ont connu une hausse de l'inflation et une riposte des travailleuses et travailleurs qui ont lutté pour maintenir leur pouvoir d'achat par le biais de l'action syndicale. Cette tendance pourrait inspirer nombre de Canadiennes et Canadiens.

### ► Qu'en est-il du Québec et du Canada ?

Ici, les perspectives économiques semblent s'améliorer. Alors que le ministère des Finances du Canada prévoyait, en novembre dernier, une croissance du PIB nominal de 2 % en 2023 et de 2,4 % en 2024, le résultat réel de 2023 a dépassé de 0,7 % celui initialement prévu. Quant à la nouvelle prédiction pour 2024, elle s'élève à 3,8 %.

Au Québec, on constate un léger recul en 2023, avec une croissance de 3,9 %, mais une reprise est attendue en 2024 avec une croissance de 4 %.

En 2023, le Canada a évité de justesse une récession (figure 1). La situation du Québec, qui a connu des croissances négatives au deuxième, troisième et quatrième trimestre, répond cependant à la définition technique d'une récession<sup>2</sup>. Il est à noter toutefois que les luttes syndicales ayant mené à des grèves lors du dernier trimestre de 2023 expliquent en grande partie la croissance négative du quatrième trimestre au Québec.

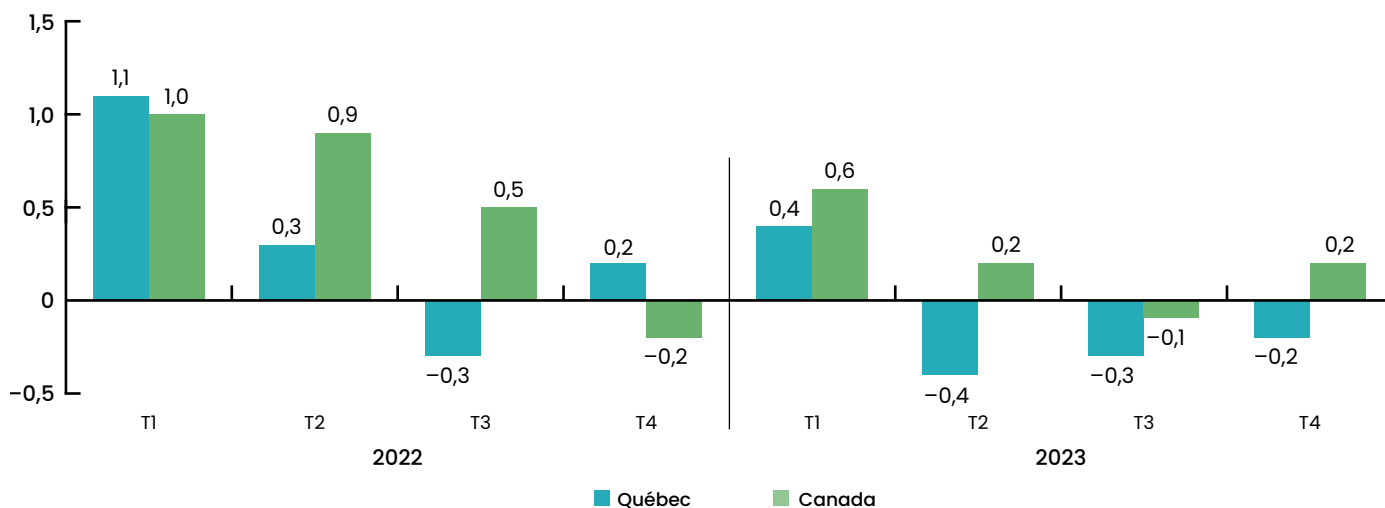


Photo : iStock

<sup>1</sup> Le BLS définit les « principaux arrêts de travail » comme étant ceux impliquant 1 000 travailleuses et travailleurs et plus et s'étirant sur au moins une journée complète de travail, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés fédéraux.

<sup>2</sup> Il y a récession lorsque, durant deux trimestres successifs, l'activité économique mesurée par l'évolution du PIB recule.

**FIGURE 1 VARIATION DU PIB RÉEL, AU QUÉBEC ET CANADA, AU PREMIER TRIMESTRE DE 2022 ET AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2023**



Source : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2024). *Comptes économiques du Québec, quatrième trimestre 2023, 26 mars.*

Malgré cette récession « technique », le taux de chômage au Québec est demeuré stable, se situant entre 4,1 et 5,1 %. Au Canada, il est passé à 6,1 % en mars 2024 (et il est demeuré stable le mois suivant) en raison d’une création d’emplois peu dynamique et d’une population en forte croissance. Bien qu’il ne soit pas nouveau que le Canada performe moins que le Québec en matière d’emplois, c’est la première fois, depuis novembre 2017, que le taux de chômage est aussi élevé au pays, à l’exception des pires mois de la pandémie, en 2020 et 2021.

### ► Un entêtement qui pourrait coûter cher

La Banque du Canada (BC) a réagi de manière agressive pour contrôler l’inflation élevée causée par la guerre et l’explosion des prix du pétrole en 2022, faisant passer son taux directeur de 0,25 % à 5 % en seulement 4 mois. Cette hausse rapide a entraîné une augmentation des taux hypothécaires, passant de 2 à 6 % environ. La BC hésite encore à annoncer clairement une baisse des taux.

Si la lutte à l’inflation ne semble pas avoir provoqué trop de dommages à l’économie, il ne faudrait pas que l’entêtement de la BC à vouloir ramener l’inflation à 2 %, d’ici 12 à 18 mois, vienne exacerber le coût économique et social.

Cette hésitation soulève des questions au sujet de la vision économique et de la gouvernance de la BC. À titre d’exemple, les données de mars démontrent que 90 % de la surinflation<sup>3</sup> s’explique par l’augmentation de 7,6 % des coûts de logement entre mars 2023 et mars 2024. La hausse du taux directeur a découragé l’investissement dans les mises en chantier, alors que les besoins en habitations explosent.

Devant la Fed qui annonce qu’elle retardera la baisse des taux, la BC préfère éviter de prêter le flanc à la critique pour une baisse trop rapide des taux. En absence de « vérificateur général » de la BC, son gouverneur a le loisir d’accorder une priorité absolue à la lutte à l’inflation, même si elle provoque chômage et faillites.

Comme le soulignent les économistes du Trade Union Advisory Committee (TUAC) qui regroupe les centrales syndicales d’une trentaine de pays de l’Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les effets de la hausse des taux d’intérêt mettent autant de temps à se manifester qu’à s’estomper. Même dans une situation où les taux diminueraient en 2024, le cumul des renouvellements de prêts hypothécaires qui s’étalent sur plusieurs années continuera à faire augmenter le taux moyen. Dans l’exemple simplifié du tableau ci-dessous, malgré un retour progressif à un taux de 4 % en 2025, le coût moyen des hypothèques passera de 4,5 à 4,8 % en 2026. Les répercussions négatives de ces taux s’accroîtront donc pour quelques années.

<sup>3</sup> La surinflation correspond à l’inflation qui dépasse la cible de 2 %.

**TABEAU I TAUX HYPOTHÉCAIRES OFFERTS ET PRÉVUS, ENTRE 2020 ET 2030**

|                    | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         | 2028         | 2029         | 2030         |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Taux offert        | <b>3 %</b>   | <b>3 %</b>   | <b>6 %</b>   | <b>6 %</b>   | <b>5 %</b>   | <b>4 %</b>   | <b>4 %</b>   | <b>4 %</b>   | <b>3 %</b>   | <b>3 %</b>   | <b>3 %</b>   |
| Taux variables     | 3 %          | 3 %          | 6 %          | 6 %          | 5 %          | 4 %          | 4 %          | 4 %          | 3 %          | 3 %          | 3 %          |
| Taux fixe groupe 1 | <b>3 %</b>   | 3 %          | 3 %          | 3 %          | 3 %          | <b>4 %</b>   | 4 %          | 4 %          | 4 %          | 4 %          | 3 %          |
| groupe 2           | 3 %          | <b>3 %</b>   | 3 %          | 3 %          | 3 %          | 3 %          | <b>4 %</b>   | 4 %          | 4 %          | 4 %          | 4 %          |
| groupe 3           | 3 %          | 3 %          | <b>6 %</b>   | 6 %          | 6 %          | 6 %          | 6 %          | <b>4 %</b>   | 4 %          | 4 %          | 4 %          |
| groupe 4           | 3 %          | 3 %          | 3 %          | <b>6 %</b>   | 6 %          | 6 %          | 6 %          | 6 %          | <b>3 %</b>   | 3 %          | 3 %          |
| groupe 5           | 3 %          | 3 %          | 3 %          | 3 %          | <b>5 %</b>   | 5 %          | 5 %          | 5 %          | 5 %          | <b>3 %</b>   | 3 %          |
| <b>Taux moyen</b>  | <b>3,0 %</b> | <b>3,0 %</b> | <b>4,0 %</b> | <b>4,5 %</b> | <b>4,7 %</b> | <b>4,7 %</b> | <b>4,8 %</b> | <b>4,5 %</b> | <b>3,8 %</b> | <b>3,5 %</b> | <b>3,3 %</b> |

Note : dans le tableau, les pourcentages soulignés représentent les taux de renouvellement pour les groupes.

### ► Déficiets et justifications pour le retour de l'austérité

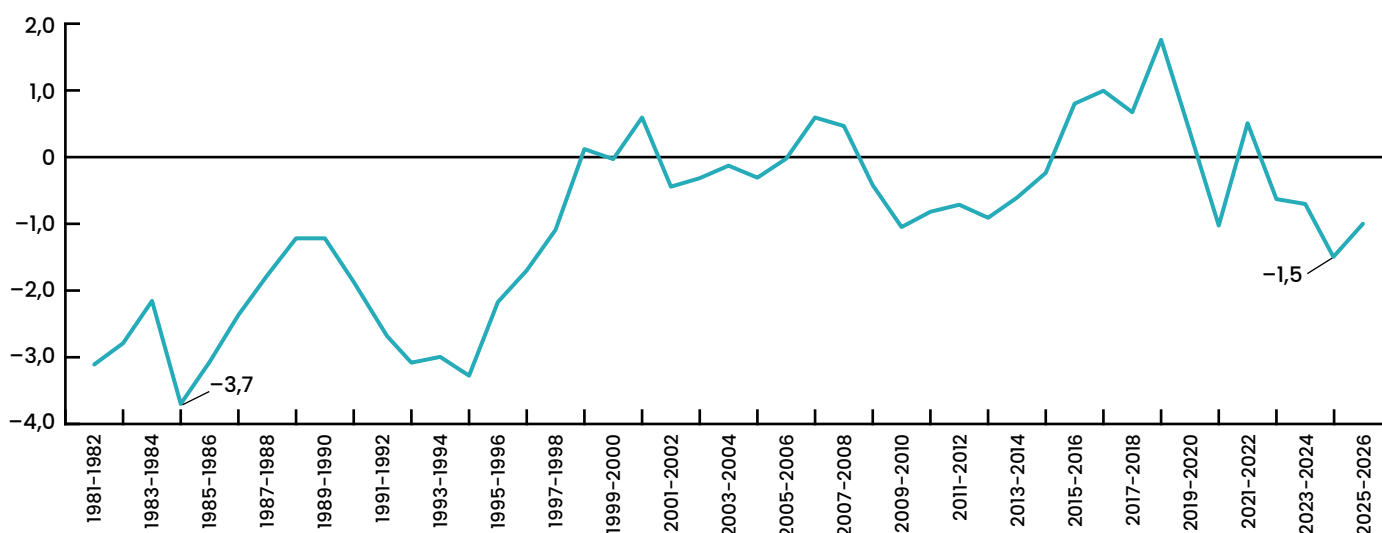
En plus d'un ralentissement économique, les travailleuses et travailleurs feront peut-être face à un retour des mesures d'austérité et du conservatisme fiscal. Cette philosophie économique, qui a dominé au cours des 40 dernières années, met l'accent sur des impôts faibles, des dépenses publiques réduites et une dette publique minimale.

Au Québec, le ministre des Finances, Eric Girard, a annoncé un déficit de 11 milliards \$, qui comprend aussi une provision de 1,5 milliard \$ pour des éventualités et un placement de 2,2 milliards \$

dans le Fonds des générations. Selon plusieurs commentateurs, cela justifierait le recours par les gouvernements à des mesures d'austérité.

Or, le déficit réel prévu, calculé comme étant la différence entre les revenus et les dépenses, s'élève plutôt à 7,3 milliards \$. Cela représente environ 1,2 % de PIB du Québec, prévu à 590 milliards \$ en 2024. Il est donc deux fois moins élevé que le déficit moyen enregistré par le gouvernement du Québec entre 1978 et 1997.

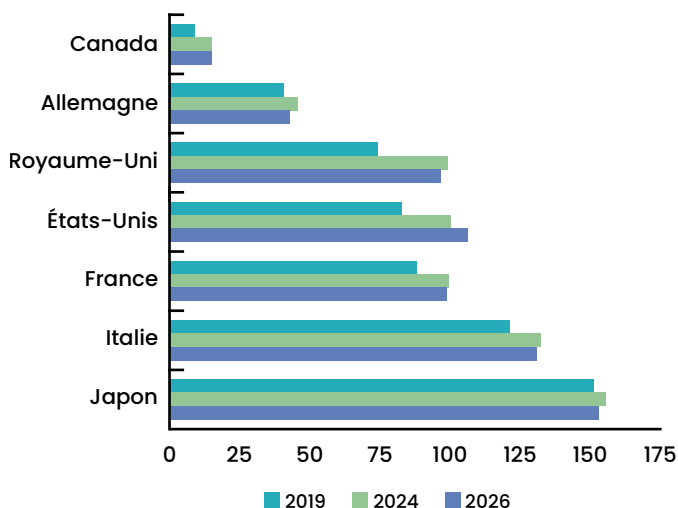
**FIGURE 2 COMPARAISON HISTORIQUE DES DÉFICITS EN % DU PIB (INCLUANT LA PROVISION POUR ÉVENTUALITÉS)**



Sources : QUÉBEC, MINISTÈRE DES FINANCES, Données historiques du Budget du Québec, calculs des auteurs.

Au fédéral, le budget prévoit des revenus de 497,8 milliards \$ et des dépenses de 537,6 milliards \$, laissant un déficit de 39,8 milliards \$. Malgré les déficits récurrents des dernières années, la dette du Canada en proportion de son PIB demeure la plus faible de tous les pays du G7, avec une moyenne d'endettement grimpant à 95 %, contre seulement 15 % pour le Canada. De plus, le budget déposé par le gouvernement fédéral affiche un recul de la dette relative au PIB, mettant en lumière la solidité financière du Canada comparativement à ses pairs du G7.

**FIGURE 3** DETTE NETTE DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, SELON LES PROJECTIONS DU FMI (ÉCONOMIES DU G7)



Source : CANADA, MINISTÈRE DES FINANCES CANADA (2024). *Budget du Canada 2024*, p. 30.

À la lumière de ces faits, il n'existe actuellement pas de crise des déficits et de l'endettement du Québec et du Canada qui justifierait un « incontournable » retour de l'austérité et du conservatisme fiscal.

### ► Des luttes importantes à mener

Espérons que l'atterrissage de l'inflation se poursuivra en douceur et que les épouvantails de la crise des finances publiques ne triompheront pas. Pour y arriver, toutefois, nous devons exiger que la Banque du Canada soit davantage transparente et qu'elle considère d'autres critères que sa cible de 2 % d'inflation comme objectif de « prospérité économique et financière ».

Nous devons valoriser les services publics et les interventions économiques des gouvernements et lutter contre la privatisation. Comme le disait Antoine de Saint-Exupéry, « il n'y a pas de solutions, il n'y a que des forces en marche: il faut les créer et les solutions suivent ».

Le ralentissement économique, l'austérité et le conservatisme fiscal ne sont pas inéluctables: ils peuvent être combattus. Les travailleuses et travailleurs risquent d'avoir d'importantes luttes à mener au cours des prochains mois, tant pour contrer les inégalités que pour défendre les services publics.

